

laisser espérer ce qui, d'après lui, n'arriverait pas. Il a refusé de dire à Fredericton que la production du charbon allait augmenter, car il ne croyait pas que c'était possible; et il avait raison, car sinon, le gouvernement actuel aurait au moins essayé de remplir au moins cette promesse. Cette déclaration, oubliée par la propagande tory, était, en effet très importante et la voici:

Le charbon des Maritimes sera-t-il toujours le combustible le moins cher pour la production de l'énergie? Je ne le crois pas. Je crois que le charbon deviendra plus précieux pour la production chimique et synthétique qu'il ne le sera comme combustible.

J'espère que M. St-Laurent avait raison. Si l'on avait donné suite à la proposition qu'a faite le chef de l'opposition à la Chambre le 1^{er} juillet 1958 et si l'on avait mis sur pied, à l'époque, un programme intensif de recherches sur de nouveaux usages du charbon, nous aurions maintenant accompli trois années de progrès dans cette voie, mais comme toute autre proposition, les honorables vis-à-vis n'en ont pas tenu compte. Voici ce que M. St-Laurent a déclaré:

A mon avis, le charbon deviendra plus précieux pour la production chimique et synthétique qu'il ne le sera comme combustible. D'ici là, bien entendu, nous tenons à ce que ces houillères continuent d'être exploitées...

C'est ce qu'il a dit.

...parce que nous ne voulons pas que les villes minières deviennent des villes-fantômes.

Bien entendu, la réputation de M. St-Laurent et de son gouvernement était faite. Nous avons été aux prises avec une situation analogue dans le cas des mines d'or, et nous avons pris les moyens pour empêcher ces villes de devenir désertes. Telle était l'attitude du parti libéral, et il l'a conservée à l'égard des mines de charbon. Nous n'avons pas agi comme les honorables vis-à-vis qui, lorsqu'une houillère ferme ses portes ou que la production du charbon ne trouve plus de débouché, laissent les villes minières dégénérer en villes fantômes, remettent aux provinces le soin de résoudre le problème, ou se tordent les mains en déclarant qu'ils ne savent plus quoi faire. M. St-Laurent a dit: «Nous ne voulons pas que les villes minières deviennent désertes». Il a ensuite formulé la déclaration ci-après, que les événements qui se sont produits par la suite ont parfaitement justifiée:

Mais, pour ma part, et pour autant que mon opinion puisse influer sur les décisions qui seront prises, nous n'encouragerons pas les exploitants de charbon à accroître considérablement leur production, car cela ne me semblerait pas juste pour les générations futures du Canada.

Et, en effet, comme on peut le constater aujourd'hui, je ne crois pas qu'on eût rendu service à la génération canadienne actuelle

[L'hon. M. Pickersgill.]

en lui donnant de faux espoirs, manifestement irréalisables. Je n'ai pu m'empêcher d'être ému par une lettre que j'ai relevée hier dans le *Chronicle-Herald* d'Halifax. On a fait une proposition que je transmets aux honorables vis-à-vis, en particulier au ministre et à l'Office du charbon. La lettre disait que nous devrions songer maintenant à construire une autre usine thermique dans les régions houillères. Il est vrai que la demande d'électricité à l'heure actuelle n'est pas forte dans la Nouvelle-Écosse. C'est tout à fait vrai, mais il y a une certaine demande, car la *Nova Scotia Light and Power Company* à cette heure-ci songe à construire une usine hydro-électrique pour ses besoins de pointe. C'est assez extraordinaire, étant donné la situation de la houille en Nouvelle-Écosse. Je crois qu'on devrait songer à la possibilité dont il est question dans la lettre dont j'ai parlé.

Je ne suis pas sûr que ce soit réalisable, mais il faut étudier ces choses et les explorer avant qu'une crise survienne, non pas après. Nous savons que des méthodes ont été mises au point maintenant pour la transmission de l'électricité sur de très grandes distances, et il me semble qu'il serait de beaucoup préférable, à tous points de vue, au lieu de payer une subvention pour le transport de la houille à l'Ontario, de produire l'énergie là où il n'y aurait peut-être pas un marché constant assez intéressant, de construire une usine au Cap-Breton même et d'y produire l'énergie et, au besoin, de la transmettre par des lignes à haute tension à tout le réseau.

Nous savons que le premier ministre actuel du Québec et le premier ministre actuel du Nouveau-Brunswick sont en train de négocier l'interconnexion des réseaux, comme celle qui existe entre la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, et lorsque ce sera fait, on pourra transmettre l'énergie dans les deux sens, de l'Hydro Ontario à l'île du Cap-Breton, car il y aura alors un seul réseau coordonné dans l'Est canadien. C'est un grand progrès et c'est une autre partie de la politique que M. Harris avait annoncée dans son exposé budgétaire du 14 mars, 1957.

Je propose que nous étudions l'affaire. Je ne dis pas qu'il faut mettre l'affaire en chantier, car ces grandes entreprises demandent étude et réflexion, mais cette étude et cette réflexion doivent être actives et dynamiques. Étudions la possibilité de construire une grosse usine thermique dans l'île du Cap-Breton en vue d'expédier l'énergie vers l'ouest, d'en expédier à l'ouest du Nouveau-Brunswick, et ainsi de suite. Il n'est pas nécessaire de tout faire d'un seul coup. Nous devrions songer à cette possibilité en vue d'assurer un autre débouché à la houille dans un avenir prochain. On ne peut pas construire pareille centrale du soir au lendemain,